

Transport des militaires et marins voyageant pour le compte
de l'Etat autrement qu'en unités constituées ou isolément -

de la S.N.C.F. au M.T.P.	26.11.37			
(s) C.D.	7.12.37	7	II	
(s) C.A.	8.12.37	28	III	
de la S.N.C.F. au M. de la D.N.	15.12.37			
de la M. des T.P. à la S.N.C.F.	17.12.37			
(s) C.D.	2. 5.39	38	XIII	
de la S.N.C.F. au M. des T.P.	12. 5.39			
de la M. des T.P.	8. 9.39			
de la S.N.C.F. au M. des T.P.	13. 9.39			
(s) C.D.	17.10.39	6	II	1°
(s) C.D.	24.10.39	3	II	1°

Voir D. 9144 - Examen général des
 traités et arrêtés à passer ou
 à prendre en vue de régler les
 conditions des transports mili-
 taires.-

24 octobre 1959

9144

QUESTION II - Comptes rendus

1°) Trafic, recettes, mouvement.....

(s) p. 3

Transport des isolés

M. LE PRESIDENT - Où en est le projet d'arrêté dont M. BOUTHILLIER nous a parlé la dernière fois ?

M. BERTHELOT - Dans le dernier état des négociations relatives à ce projet d'arrêté, comme l'Intendance manifestait toujours la crainte que le principe du 1/4 militaire ne soit mis en cause, M. BOUTHILLIER a été amené à céder en ce qui concerne les transports d'isolés, de sorte que ce nouvel arrêté, qui va être signé par le Ministre des Finances, comporte une majoration de 20 %, mais seulement pour le transport d'unités constituées.

M. BOUTHILLIER - Le département de la Guerre a donné son accord formel à ce projet d'arrêté, sous réserve que les tarifs de transports des isolés ne seraient pas majorés. J'ai accepté cette réserve au nom du Ministre des Finances et d'accord avec M. BERTHELOT.

M. LE PRESIDENT - Bien.

.....

17 ottobre 1939

11/10/39

Question II - 1^o

(s) P.6

Projet d'arrêté relatif aux transports intéressant la Défense Nationale

.....

M. LE PRESIDENT - Avons-nous des nouvelles du relèvement des tarifs pour les transports militaires?

M. BOUTHILLIER - M. BERTHELOT, au nom du Ministre des Travaux Publics, nous a saisi d'un projet de relèvement de tarifs d'environ 20 %. Précédemment, M. BERTHELOT nous avait saisi d'un projet beaucoup plus limité, qui tendait simplement à majorer le tarif applicable aux militaires isolés. J'avais signalé ce projet au Ministère de la Guerre, qui ~~avait~~ a soulevé de graves objections, parce qu'il a craint qu'on ne vienne, à ce propos, remettre en question le 1/4 de place militaire.

Devant l'obstruction faite à ce projet, je me suis rendu compte que, si nous voulions persister à ne majorer que les prix de transport des militaires isolés, nous aboutirions à un échec.

Je me suis mis d'accord avec M. BERTHELOT pour saisir le département de la Guerre d'un arrêté plus général, comportant un relèvement de 20 % des prix de toutes les catégories de transports faits pour le compte du Ministère de la Guerre et comportant une disposition explicite, aux termes de laquelle il n'était pas touché au 1/4 de place militaire.

M. LE BESNERAIS - Nous n'avons pas l'intention d'y toucher.

M. BOUTHILLIER - Ce projet d'arrêté a été signé successivement par M. de MONZIE et M. Paul REYNAUD, il a été transmis par mes soins au Ministère de la Guerre et je pense qu'étant donné la façon dont les choses se présentent, la question sera résolue dans un délai extrêmement bref.

M. LE PRESIDENT - Nous vous en remercions vivement.

M. LE BESNERAIS - Je voulais vous signaler le motif pour lequel il est urgent d'aboutir. Nous allons avoir à facturer les premiers transports effectués pour le compte de l'Armée anglaise. Les transports de l'Armée française sont d'abord facturés aux prix actuels et seront ensuite majorés de 20 %. Il serait délicat d'agir de même vis-à-vis de l'Armée anglaise et il serait préférable de lui facturer dès maintenant ses transports au prix définitif, y compris la majoration à intervenir.

M. LE PRESIDENT - Que représente le transport des isolés?

M. LE BESNERAIS - Relativement peu. C'est ainsi que, sur les 55 M afférents aux transports militaires pour la dernière semaine considérée, il n'y a que 2 M.1/2 afférents au transport des isolés.

M. BERTHELOT - En ce qui concerne l'augmentation envisagée, le gros intérêt, ce sont les transports de l'Armée anglaise. Il ne faut pas perdre de vue que les factures de fret et de charbons anglais nous sont présentées avec des augmentations considérables.

M. BOUTHILLIER - Je vous promets d'intervenir à nouveau, s'il n'y a pas de solution d'ici 48 heures.

M. LE PRESIDENT - Nous vous en remercions à nouveau.

.....

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 562-12

le 13 septembre 1939

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Le régime ferroviaire des transports militaires de toutes natures en cas de réquisition totale des chemins de fer est défini par "l'arrêté du 26 août 1939 relatif au règlement des "transports militaires en cas de réquisition totale des chemins "de fer" qui prévoit les modes de taxation, de comptabilisation et de paiement des dits transports.

Aucune disposition analogue n'a pu être arrêtée, en temps de paix, pour les transports des armées alliées.

Nous vous proposons d'appliquer à ces transports les dispositions de l'arrêté du 26 août 1939 en ce qui concerne les dispositions de comptabilisation et de paiement. Pour ce qui concerne la tarification proprement dite, vous voudrez bien nous faire connaître votre décision.

Nous attirons toutefois votre attention sur le fait qu'aux termes de l'arrêté du 26 août 1939, les transports d'isolés et de permissionnaires voyageant aux frais de l'Etat s'effectuent sur la base du 1/4 du tarif commercial pour les hommes et du 1/3 pour les animaux et les bagages, c'est-à-dire à des taux inférieurs à nos prix de revient. Nous pensons, Monsieur le Ministre, que vous jugerez opportun, compte tenu des circonstances, de compléter sur ce point les arrêtés antérieurs et notamment les arrêtés du 24 janvier 1939 et du 26 août 1939, en prescrivant que les transports d'isolés et de permissionnaires doivent être taxés sur la base des prix de revient de ces transports.

Nous avons préparé à cet effet le projet d'arrêté ci-joint que nous soumettons à votre approbation, en vous priant de le soumettre, s'il reçoit votre accord, à la signature des autres Ministres intéressés.

Pour l'application des décisions que vous voudrez bien prendre, il conviendra que les Armées alliées soient munies d'un approvisionnement de bons de chemin de fer et de lettres de voiture administratives du même modèle que ceux utilisés par l'armée

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

française, mais autant que possible d'une couleur différente, en vue de faciliter l'établissement de comptabilités distinctes, et que des instructions soient données aux armées alliées pour l'utilisation de ces titres de transport.

D'autre part, le mode de règlement des frais de transport mériterait d'être arrêté dès que possible en accord avec le Gouvernement anglais en vue d'éviter que la Société Nationale des Chemins de fer français ne reste trop longtemps à découvert des sommes qui lui sont dues et dont sa trésorerie aura certainement besoin.

Je vous serai obligé, Monsieur le Ministre, de bien vouloir nous faire connaître les décisions qui auront été prises et les instructions données pour leur application. Nous nous empresserons de donner les mêmes instructions à nos Services.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé : GUINAND

Septembre 1939

A R R E T E

relatif aux transports sur les lignes de la Société Nationale des Chemins de fer français :

1°- des militaires ou marins ainsi que de leurs chevaux, mulets ou autres animaux inscrits sous les contrôles de l'Armée et de leurs bagages voyageant pour le compte de l'Etat autrement qu'en unités constituées ;

2°- des militaires ou marins en permission voyageant au compte de l'Etat.

Les Ministres de la Défense Nationale et de la Guerre, de la Marine, de l'Air, des Finances et des Travaux Publics :

Vu le décret-loi du 31 août 1939 et la convention y annexée relatifs à la réorganisation du régime des chemins de fer ;

Vu le décret du 31 décembre 1937 approuvant le Cahier des Charges de la Société Nationale des Chemins de fer français et notamment les articles 22 et 26 de ce Cahier des Charges ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1939 relatif à l'exécution et à la taxation des transports de militaires ou marins voyageant en unités constituées accompagnés ou non d'animaux ou de matériel ;

Vu l'arrêté du 26 août 1939 relatif au règlement des transports militaires en cas de réquisition totale des chemins de fer ;

Arrêtent :

ARTICLE 1er - Militaires ou marins voyageant autrement qu'en unités constituées -

Les transports de militaires ou marins, ainsi que de leurs chevaux, mulets ou autres animaux inscrits sur les contrôles de l'Armée et de leurs bagages voyageant pour le compte de l'Etat autrement qu'en unités constituées sont exécutés par les trains ordinaires de l'Exploitation (1) et taxés comme suit :

a) Personnel -

- 0 fr 18 par voyageur et par kilomètre, quelle que soit la place occupée par le voyageur ;

.....

(1) à l'exclusion, en principe, des autorails.

b) Chevaux, mulets ou autres animaux inscrits sur les contrôles de l'Armée -

- 0 fr 60 par tête et par kilomètre ;

c) Excédents de bagages -

- 2 fr par tonne et par kilomètre, taxe appliquée sur le poids réel de l'excédent de bagages arrondi aux 10 kgs supérieurs avec minimum de perception de 5 fr par enregistrement.

ARTICLE 2 - Permissionnaires -

Par modification des prescriptions de l'article 5 transports des permissionnaires de l'arrêté du 26 août 1939 relatif au règlement des transports militaires en cas de réquisition totale des chemins de fer, si le Gouvernement accorde aux militaires ou marins des permissions comportant la gratuité du voyage aller et retour, la Société Nationale des Chemins de fer français sera remboursée des dépenses de transports correspondants suivant une évaluation forfaitaire basée sur :

a) l'effectif mensuel des permissionnaires indiqué par l'Autorité militaire ;

b) une distance moyenne à déterminer parcourue par les permissionnaires ;

c) le prix de 0 fr 18 par voyageur et par kilomètre quelle que soit la place occupée par le voyageur.

Les bagages des permissionnaires seront taxés aux conditions des tarifs commerciaux et les frais acquittés en totalité par les intéressés au moment de l'enregistrement.

ARTICLE 3 - Règlement -

Le règlement des créances de la Société Nationale des Chemins de fer français résultant de l'application des dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus aura lieu dans les conditions prévues à l'article 4 § 4^e de l'arrêté du 24 janvier 1939, en faveur des militaires ou marins voyageant en unités constituées.

Ces dispositions se substituent, pour le règlement des transports des permissionnaires, à celles figurant à l'article 8 - Règlement des Transports - de l'arrêté du 26 août 1939.

.....

ARTICLE 4 - Modification éventuelle des prix -

En cas de variation dans les prix des tarifs commerciaux en général (prix des billets simples des voyageurs ordinaires de 3ème classe, prix du tarif à vitesse unique pour le transport des animaux vivants ou prix des excédents de bagages, suivant le cas), les prix indiqués au présent arrêté seront modifiés à la même date et dans les mêmes proportions que les prix de ces tarifs.

ARTICLE 5 - Date d'application -

Le présent arrêté qui sera notifié à qui de droit prendra effet à partir du 1er septembre 1939.

Fait à PARIS, leseptembre 1939

Le Ministre de la Défense Nationale
et de la Guerre,

Le Ministre de la Marine,

Le Ministre de l'Air,

Le Ministre des Finances,

Le Ministre des Travaux Publics,

5^e Direction

Paris le 8 septembre 1939

Intendance Militaire

Sous-Direction
de la Solde et des
Transports

Section des Transports

n° 2219 13/5

Monsieur le Président,

Par lettre du 12 mai 1939, n° 536-50, vous avez bien voulu me demander de prendre en considération deux projets d'arrêtés tendant à l'assimilation, au point de vue de la taxation, des transports des militaires ou marins circulant aux frais de l'Etat, soit en groupe, en détachements encadrés, soit isolément, à ceux des Unités constituées voyageant par les trains ordinaires de l'exploitation dans les conditions prévues par l'arrêté du 24 janvier 1939.

La même procédure est préconisée à l'égard des bagages de ces mêmes militaires ou marins, de leurs chevaux, mulets ou autres animaux inscrits sur les contrôles de l'Armée.

Vous rappelez à cette occasion l'opposition faite à ces deux textes par la Commission spéciale prévue par l'article 26 du cahier des charges du 31 décembre 1937 en envisageant au cas où ce point de vue recevrait la sanction ministérielle de demander une subvention pour couvrir les insuffisances d'exploitation qui seraient dues à l'exécution des transports militaires rémunérés à un prix inférieur au prix de revient.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la thèse soutenue par mon représentant et rapportée dans les procès-verbaux des séances des Commissions qui ont siégé en mars et avril au Secrétariat du Conseil Supérieur de la Défense Nationale est conforme aux directives données par mes soins en sorte que j'approuve sans réserves la proposition de rejet visée ci-dessus.

Le refus des Départements de la Défense Nationale de payer pour les transports des militaires ou marins voyageant aux frais de l'Etat soit en groupe, en détachements encadrés, soit isolément un prix différent du "quart de place" pur et simple pour les personnes et leurs bagages et du tiers pour les animaux, a pour base le cahier des charges des lignes exploitées par la S.N.C.F. dont l'interprétation peut être trouvée dans le procès-verbal n° 219.685 de l'Assemblée Générale du Conseil d'Etat du 28 décembre 1937.

Des délibérations de la Haute Assemblée, il résulte, en effet, que les transports de l'espèce ne sont pas susceptibles de l'évaluation prévue par l'article 20 qui ne s'applique qu'aux déplacements visés au dernier alinéa de l'article 22, c'est-à-dire à ceux entraînant pour la S.N.C.F. des sujétions particulières, telle la formation de trains spéciaux pour le fonctionnement d'un service public.

D'ailleurs, M. le Ministre des Finances a pris dans sa lettre adressée le 5 janvier 1938, à M. le Ministre des Travaux Publics, la position défi-

nitive que l'on sait en confirmant la limitation de l'obligation de remboursement stipulée dans l'article 26 du texte du 31 décembre 1937 aux charges résultant des transports des unités constituées.

M. Paul REYNAUD a qui vous avez bien voulu faire une communication analogue à celle citée en référence ne manquera pas, j'en suis sûr, de vous donner toutes précisions utiles à ce sujet.

Pour ma part, je ne saurais me dispenser, indépendamment bien entendu de toute considération d'ordre juridique ou financier, de montrer ce que pourrait avoir de contraire à l'équité l'application aux militaires et marins voyageant autrement qu'en unités constituées, d'un tarif supérieur au quart de place alors que ce dernier est accordé à certaines catégories de voyageurs.

Sans vouloir entrer dans le détail des conditions offertes au public par les tarifs mis en application sur l'initiative de la S.N.C.F. (abonnements, pèlerinages, etc..) il convient cependant de rappeler que les membres d'une famille voyageant ensemble paient le quart de tarif à partir de la 3ème personne. De même; le quart de tarif est accordé par la S.N.C.F. aux groupes formés par des colonies de vacances ou, à l'occasion de promenades d'enfants avec une validité de billet inconnue de la clientèle militaire.

Il est donc difficile de dire que le quart de place militaire dans lequel on voudrait voir une des causes du déficit d'exploitation du chemin de fer constitue un régime d'exception en faveur de l'armée et par conséquent une charge.

Dans une organisation où l'Etat est à la fois le concédant, le copropriétaire principal et le garant de la S.N.C.F., on peut soutenir, au contraire, que l'armée, dont l'effectif normal en temps de paix, peut être comparé à celui des cheminots à qui la gratuité du transport est assurée pour eux-mêmes et leurs familles, procure au chemin de fer, surtout à l'heure actuelle, une partie importante de ses recettes d'exploitation.

Dés lors, il serait excessif de traiter l'armée d'une manière plus rigoureuse pour la seule raison qu'elle constitue une clientèle fidèle et importante du chemin de fer.

Je ne puis, en conséquence, que vous exprimer le regret de ne pouvoir en droit comme en fait accueillir favorablement les deux projets d'arrêtés visés ci-dessus.

J'adresse à MM. les Ministres des Finances et des Travaux Publics une copie de la présente lettre.

Veuillez agréer,

Pour le Ministre et par délégation,

le Secrétaire Général,

signature.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

51330-1
556.50

Paris le 12 mai 1939

Monsieur le Ministre,

Par arrêté en date du 3 avril 1938, une Commission Spéciale a été nommée en vue d'évaluer, dans le cadre de l'article 26 du cahier des charges de la Société Nationale des chemins de fer français, les charges qui incombent à notre Société, pour l'exécution des transports intéressant les différents départements de la Défense Nationale.

.....

Au cours de l'examen de ces projets, nos Représentants ont exposé que les prix prévus par l'article 22 de notre cahier des charges (quart du tarif ordinaire, augmenté des frais de gare et de contrôle) étaient insuffisants pour couvrir notre Société des frais qui lui incombent à l'occasion des transports d'isolés et ont demandé qu'il soit prévu, dans les arrêtés en cause, le paiement à la S.N.C.F. de prix de transport calculés sur la base de nos prix de revient conformément aux dispositions de l'article 26 du cahier des charges.

A la majorité, les deux Commissions ont décidé de repousser la demande de la S.N.C.F. et de vous proposer de prévoir, dans les arrêtés à intervenir, le seul remboursement à la S.N.C.F., pour le transport des isolés et des réservistes, des taxes prévues au paragraphe 1er de l'article 22 (quart du tarif commercial augmenté des frais de gare et de contrôle).

Cette décision est en contradiction avec le principe général sur lequel repose la Convention du 31 août 1937, principe selon lequel la Société Nationale doit couvrir l'intégralité de ses charges à l'aide de ses recettes commerciales.

L'une des réformes prévues par les rédacteurs de la Convention pour lui permettre d'assainir sa situation financière consistait à faire payer aux Services Publics les services rendus à un prix qui ne soit pas inférieur au prix de revient. L'article 29 du cahier des charges stipule que les arrangements ou conventions qui pourront intervenir entre la Société Nationale et les Services Publics ne pourront comporter, par rapport aux tarifs ordinaires, que des modifications justifiées par les relations de service ou par les accroissements de trafic et les réductions de dépenses que ces arrangements ou conventions sont susceptibles de procurer au chemin de fer.

L'exception à cette règle que constitue l'article 22 en ce qui

Monsieur le Ministre des Travaux Publics
Monsieur le Ministre des Finances
Monsieur le Ministre de la Guerre et de la Défense Nationale

concerne les transports effectués pour le compte des Administrations de la Guerre, de l'Air et de la Marine, n'est intervenue que sous la réserve expresse exposée à l'article 26, que les charges résultant pour la S.N.C.F. des obligations qui lui incombent en vertu dudit article 22 seront, après évaluation, remboursées à la S.N.C.F.

L'arrêté interministériel du 24 janvier 1939 relatif au transport des unités constituées a bien été établi en partant de ces considérations, et il serait anormal qu'il en fût autrement pour les transports des réservistes ou de militaires ou marins voyageant soit en détachement, soit isolément.

Il est d'ailleurs indiscutable que le quart de tarif ordinaire est manifestement très inférieur au prix de revient des transports de militaires ou marins et, si notre Société a accepté explicitement devant le Conseil Supérieur des Transports que les militaires ou marins voyageant à leurs frais soient transportés au quart du tarif applicable aux voyageurs ordinaires, cette décision prise dans l'intérêt de ces militaires ou marins avait un caractère absolument limité et ne saurait être étendue aux transports de l'espèce effectués pour le compte de l'Etat.

J'ajouterais qu'une décision qui mettrait la S.N.C.F. dans l'obligation de transporter les militaires ou marins voyageant pour le compte de l'Etat, autrement qu'en unités constituées, à un prix très inférieur au prix de revient, alors que les transports d'unités constituées sont taxées au prix de revient, pourrait conduire à l'anomalie inacceptable que les Administrations de la Défense Nationale aient intérêt à prendre les billets individuels pour le transport de leurs unités constituées plutôt que de les faire voyager aux conditions de l'arrêté ministériel du 24 janvier 1939.

Dans ces conditions, nous vous demandons de bien vouloir prendre en considération les arguments que nous vous exposons ci-dessus, et de retenir les projets d'arrêtés ci-joints relatifs l'un à la fixation du montant des charges à rembourser à la Société Nationale pour le transport sur ces lignes des militaires et marins, de leurs bagages et de leur chevaux circulant aux frais de l'Etat

.....

Dans le cas où le point de vue des Commissions prévaudrait, nous serions conduits à chiffrer la charge qui résulterait de l'obligation faite à la S.N.C.F. d'effectuer certains transports pour le compte des départements de la Défense Nationale, ~~et~~ à un prix inférieur au prix de revient, et nous pensons que la fraction correspondante de nos insuffisances éventuelles d'exploitation devrait être couverte par une subvention de l'Etat.

.....

Le Président du Conseil d'Administration

signé GUINAND

2 Jan 1979

9144

QUESTION XIII - Questions diverses

- c) Projets d'arrêté concernant certaines catégories de transports intéressant les départements de la Défense Nationale.-

(s) P. 38

Transport des isolés et permissionnaires

M. LE PRESIDENTUn différend subsiste néanmoins.

M. LE BESNERAIS - Les négociations avec l'Administration militaire ont été très laborieuses en raison des divergences de vues existant sur nombre de points entre l'Etat et la S.N.C.F. Toutes ces difficultés ont été cependant résolues, sauf celle relative au transport des militaires et marins voyageant isolément.

Ces isolés sont transportés au quart du tarif général applicable aux voyageurs ordinaires, mais il y a lieu de distinguer parmi eux, d'une part les isolés voyageant à leurs frais, par exemple les militaires allant en permission, et, d'autre part les isolés voyageant pour cause de service, aux frais de l'Etat.

En ce qui concerne les premiers, nous n'avons jamais entendu demander au Ministère de la Guerre le remboursement de la différence entre le prix de revient du transport et le prix réellement perçu. Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne les militaires isolés voyageant pour cause de service. Dans ce cas, en effet, l'Administration de la Guerre nous fait effectuer un transport pour son compte, et nous devons alors être remboursés intégralement du prix de revient, par application des dispositions des articles 22 et 29 du cahier des charges.

M. LE PRESIDENT - Comment saurez-vous si l'isolé que vous transportez voyage à ses frais ou pour cause de service ?

M. LE BESNERAIS - L'Administration militaire le sait fort bien.

M. LE PRESIDENT - Mais un officier qui voyage a sa carte d'iden-

nistration ne fait pas le nécessaire, vous ne pouvez pas savoir s'il est ou non en service et, partant, obtenir le remboursement du prix de revient du transport.

M. LE BESNERAIS - On peut envisager une formule forfaitaire. Mais, si nous ne faisons rien, le Ministère de la Guerre, qui a des troupes à déplacer, n'aura qu'à faire prendre des billets individuels par tous les militaires en question. Ces transports lui reviendront alors moins cher que ceux effectués par application des contrats ou des arrêtés en cours d'élaboration.

M. LE PRESIDENT - Comment empêcher la fraude ?

M. LE BESNERAIS - Il faut reconnaître que l'Administration de la Guerre ne se prête pas à l'emploi de procédés frauduleux. Les discussions que nous avons avec elle sont très franches et exemptes de toute chicane.

M. LE PRESIDENT - En tout cas, la fraude est possible. Je peux vous citer à ce sujet une expérience personnelle.

.....

M. RUEFF - A titre d'information, je vous signale que j'ai eu l'occasion de lire des instructions affichées dans les gares routières, où les conditions de transport des militaires dans les autocars sont précisées. Il y est spécifié que les militaires se déplaçant isolément doivent acquitter le prix de ^{leur} billet. Mais, en outre, que si l'intéressé proteste trop vivement contre le prix qui lui est demandé, on lui fera remplir un papier qui sera transmis à l'Administration.

M. LE BESNERAIS - Les services routiers ont un régime spécial et je ne crois pas que nous puissions en faire état.

M. TIRARD - Autrefois, lorsqu'un militaire se présentait à un guichet, on lui demandait son titre de permission ou son ordre de mission.

M. LE PRESIDENT - Sans doute, mais en ce qui concerne les officiers, la présentation de la carte d'identité suffit pour obtenir le tarif réduit. Elle ne permet pas de déterminer la nature du déplacement.

M. TIRARD - Il est certain que, dans ce cas, la fraude que vous signaliez peut jouer.

M. LE BESNERAIS - Lors de la discussion du cahier des charges, la question s'était même posée de savoir s'il convenait de conserver à tous les militaires et marins le bénéfice du quart de place. Mais, quoi qu'il en soit, nous devons maintenir notre point de vue, dès lors que le cahier des charges a prévu le remboursement du prix de revient des transports effectués pour le compte des services publics.

M. GRIMPET - Que représente le prix de revient par rapport au 1/4 de tarif ?

M. LE BESNERAIS - Le prix moyen payé par la clientèle varie de 55 à 60 % du plein tarif.

M. GRIMPET - Cela est du reste contestable, puisque le trafic voyageur est largement déficitaire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - On ne peut pas demander à l'Administration de la Guerre de payer intégralement le prix de revient. Elle serait, en France, la seule Administration à le faire.

.....

M. LE BESNERAIS - Notre demande n'a rien d'exagéré et nous devons la maintenir, car si nous cédonc sur ce point, nous serons amenés à revoir toute la question en ce qui concerne les transports de la Poste.

Je sais bien qu'à l'égard des transports de militaires, le Conseil d'Etat réuni en Assemblée Générale paraît avoir repoussé notre point de vue, et donné gain de cause au Ministère de la Guerre, mais j'ai l'impression que sa décision a été prise sans avoir tous les renseignements voulus.

M. LE PRESIDENT - Sans doute, mais en ce qui concerne les officiers, la présentation de la carte d'identité suffit pour obtenir le tarif réduit. Elle ne permet pas de déterminer la nature du déplacement.

M. TIRARD - Il est certain que, dans ce cas, la fraude que vous signaliez peut jouer.

M. LE BESNERAIS - Lors de la discussion du cahier des charges, la question s'était même posée de savoir s'il convenait de conserver à tous les militaires et marins le bénéfice du quart de place. Mais, quoi qu'il en soit, nous devons maintenir notre point de vue, dès lors que le cahier des charges a prévu le remboursement du prix de revient des transports effectués pour le compte des services publics.

M. GRIMPRET - Que représente-le prix de revient par rapport au 1/4 de tarif ?

M. LE BESNERAIS - Le prix moyen payé par la clientèle varie de 55 à 60 % du plein tarif.

M. GRIMPRET - Cela est du reste contestable, puisque le trafic voyageur est largement déficitaire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - On ne peut pas demander à l'Administration de la Guerre de payer intégralement le prix de revient. Elle serait, en France, la seule Administration à le faire.

.....

M. LE BESNERAIS - Notre demande n'a rien d'exagéré et nous devons la maintenir, car si nous cédonc sur ce point, nous serons amenés à revoir toute la question en ce qui concerne les transports de la Poste.

Je sais bien qu'à l'égard des transports de militaires, le Conseil d'Etat réuni en Assemblée Générale paraît avoir repoussé notre point de vue, et donné gain de cause au Ministère de la Guerre, mais j'ai l'impression que sa décision a été prise sans avoir tous les renseignements voulus.

M. FILIPPI - L'autorité militaire et le Ministre des Travaux Publics considèrent, en effet, la question comme jugée. Ils estiment que l'Assemblée Générale du Conseil d'Etat, réunie en vue de l'examen du cahier des charges, s'est ralliée à l'interprétation qui est actuellement celle du Ministre de la Guerre et qui est en contradiction avec la nôtre. Mais il semble bien que le Conseil d'Etat se soit prononcé, en l'occurrence, sur une équivoque en ce sens que, lorsque la question a été posée, on a laissé entendre que nous étions entièrement d'accord sur tous les points.

M. LE BESNERAIS - Or, nous n'étions d'accord qu'en ce qui concerne le transport des permissionnaires.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT SUPPLEANT - Il est certain que, comme le dit M. FILIPPI, le Ministre des Travaux Publics considère la question comme ayant été tranchée par le Conseil d'Etat.

M. GRIMPRET - Le Conseil d'Etat n'a pas jugé.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT SUPPLEANT - Non, mais il a interprété.

M. GRIMPRET - Il peut changer d'avis.

M. LE BESNERAIS - L'affaire a été évoquée devant le Conseil d'Etat au moment où ont été arrêtés les termes de l'article 22 du cahier des charges. On a alors prétendu que la S.N.C.F. était d'accord. Sans doute l'était-elle, mais en ce qui concerne le transport des permissionnaires seulement, encore qu'il y ait plus de militaires voyageant pour leur compte que de militaires voyageant en service. Mais si elle a accepté de transporter les permissionnaires au simple quart de place, elle n'entendait pas étendre le bénéfice de cette mesure aux isolés voyageant pour cause de service.

La S.N.C.F. était représentée devant la section du Conseil d'Etat qui a été saisie de l'examen du cahier des charges, mais elle n'a pas

été convoquée lorsque l'affaire a été discutée devant l'Assemblée Générale, de sorte qu'elle n'a pas pu dissiper l'équivoque et défendre ses intérêts.

M. LE PRESIDENT - M. le Commissaire du Gouvernement suppléant nous dit que le Ministre des Travaux Publics estime que le Conseil d'Etat a déjà donné son avis sur ^{cette} ~~la~~ question; mais il est toujours possible de demander à nouveau l'avis du Conseil d'Etat. Toutefois, le Ministère de la Guerre est bien défendu au Conseil d'Etat; nous ne le sommes; nous, que par le Ministre des Travaux Publics. Il nous faut donc, en premier lieu, convaincre ce dernier du bien-fondé de notre thèse.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT SUPPLEANT - Le Ministre des Travaux Publics n'a aucune objection à ce que vous lui adressiez la lettre dont le projet est annexé à la note qui nous a été distribuée sur la question. Mais, je vous le répète, il approuve l'interprétation donnée par le Conseil d'Etat, telle que l'a exposée M. LE BESNERAIS.

M. BOUFFANDEAU - Il se rallie en fait à l'interprétation donnée par le Rapporteur du Conseil d'Etat; la question a été posée à l'Assemblée Générale et le Rapporteur y a répondu en se basant sur les documents ou les renseignements qu'il possédait alors.

M. LE BESNERAIS - La somme en jeu n'est pas considérable, encore qu'elle ne soit pas négligeable. Elle représente une vingtaine de millions environ. Mais j'insiste pour le principe : il a été entendu que les services publics rembourseraient au prix de revient, les services que leur rend la S.N.C.F. Si nous cédon, en ce qui concerne le point litigieux, nous risquons de créer un précédent fâcheux.

M. MARLIO - Parfaitement.

.....

M. RUEFF - Comment se ferait la récupération du prix de revient des transports de ces isolés si votre thèse était acceptée ?

M. LE BESNERAIS - Nous nous mettrions d'accord avec l'autorité militaire pour trouver une formule. Au besoin, nous pourrions avoir recours au forfait. Le forfait existe déjà et a été admis par le Ministère de la Guerre en ce qui concerne le transport des réservistes. Il est basé, dans ce cas, sur un parcours moyen établi après sondages.

M. LE PRESIDENT - Le forfait est le seul moyen de résoudre la question, à moins de prévoir deux catégories de billets concernant, l'une les militaires isolés qui voyagent pour leur compte, l'autre, les militaires isolés voyageant pour le service. Mais l'établissement de deux catégories de titres de transport n'empêcherait pas les fraudes que nous avons signalées. Le forfait est donc bien préférable.

M. LE BESNERAIS - D'ailleurs l'Administration militaire nous a réglé par ce moyen des sommes importantes.

Le forfait serait établi à quelques centaines de mille francs près. Là n'est pas la question, à mon avis. La seule question qui importe, au fond, est le maintien intégral du principe du remboursement des services rendus par la S.N.C.F. aux services publics.

M. LE PRESIDENT - Nous enverrons donc au Ministre des Travaux Publics la lettre qui a été préparée. Mais j'insiste sur ce point. Il faut que nous arrivions à convaincre le Ministre des Travaux Publics du bien-fondé de notre réclamation, afin qu'il défende notre thèse devant le Conseil d'Etat; sinon, nous n'obtiendrons jamais gain de cause.

3ème Bureau

C.F. 5 n° 8.023

Paris le 17 décembre 1937

Le Ministre,

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des chemins de fer

En vue de procurer à la Société Nationale des Chemins de fer français les recettes supplémentaires destinées à rétablir l'équilibre financier de son exploitation, vous m'avez, par lettres des 26 novembre et 6 décembre 1937, soumis des suggestions tendant au relèvement général des tarifs de voyageurs et de marchandises à partir du 1er janvier 1938.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de la Convention du 28 juin 1921, le Conseil Supérieur des chemins de fer, appelé à délibérer sur cette question, a émis l'avis :

.....

b) que les prix de transport applicables aux militaires et marins seront fixés comme suit :

.....

- militaires et marins	{	0 fr 15 par km en 1ère classe,
		0 fr 1075 par km en 2ème classe,
voyageant isolément		0 fr 07875 par km en 3ème classe.

.....

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

N° 423

Le 15 décembre 1937

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 26 novembre, la Société Nationale des chemins de fer avait demandé à Monsieur le Ministre des Travaux Publics l'autorisation de relever, à partir du 1er janvier 1938, les tarifications applicables au transport des voyageurs et des marchandises et de fixer notamment, comme suit, les prix à percevoir pour les militaires ou marins voyageant isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, ou rentrant dans leur foyer après libération:

1ère classe	0 fr 15) par voyageur et kilomètre.
2ème classe	0 fr 1125	
3ème classe	0 fr 0825	

Au cours de la discussion de ces propositions par le Conseil Supérieur des Chemins de fer, dans sa séance du 10 décembre 1937, M. le Colonel, représentant votre Administration, a demandé que le prix des transports des militaires ou marins soit fixé uniformément au 1/4 des tarifs généraux.

Le représentant de la Société Nationale des chemins de fer a ~~xxx~~ accepté de fixer, ainsi qu'il lui ~~était~~ demandé, au 1/4 des tarifs généraux le prix de transport des militaires ou marins voyageant isolément, étant entendu que les militaires ou marins voyageant en corps seraient assujettis aux conditions du traité à intervenir entre votre Administration et la Société Nationale des chemins de fer dans les conditions prévues par les articles 22 et 28 du cahier des charges de la Société Nationale.

Le Conseil Supérieur des Chemins de fer a accepté cette proposition, et vient d'émettre, à la date du 10 décembre 1937, l'avis qu'il y a lieu, pour M. le Ministre des Travaux Publics, d'autoriser la Société Nationale à fixer, comme suit, à la date du 1er janvier 1938 les prix de transports/ applicables:

.....

aux militaires et marins voyageant isolément	(1ère classe ... fr 0,15) par voyageur et par kilomètre
	(2ème classe ... 0,1075	
	(3ème classe ... 0,07875	

En conséquence, nous avons l'intention de n'insérer dans les tarifs généraux applicables aux voyageurs, bagages et chiens accompagnés, art. 2, que la tarification applicable aux militaires et marins voyageant isolément.

.....

Le Président du Conseil d'Administration
signé GUINAND

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale

8 décembre 1937

9144

Ch. III

Tarifs applicables aux militaires et marins

(s) p. 28

Art. 19 (ancien art. 48) - M. LE PRÉSIDENT donne une explication sur la portée des modifications apportées à l'art. 19. Il rappelle que les militaires et marins payaient jusqu'à présent en 3ème classe le quart du maximum prévu au Cahier des Charges. Or, dans les propositions qui viennent d'être faites concernant le relèvement des tarifs, il a été prévu qu'on ferait payer seulement le quart du tarif commercial. C'est un avantage considérable pour les militaires et les marins qui voyagent à leurs frais. Mais il a paru qu'en ce qui concerne les militaires et marins voyageant en corps (même en trains ordinaires, alors que, dans ce dernier cas, le texte antérieur se référait aux mêmes dispositions que celles concernant le voyage des militaires isolés), il n'y avait aucune raison pour faire un cadeau au Ministère de la Guerre. D'où le texte de l'art. 19 qui est proposé.

M. CHARLIER fait observer qu'il s'agit, en somme, de modifications à l'art. 54 de l'ancien Cahier des Charges. Or cet art. 54 n'était pas visé à l'art. 7 de décret-loi parmi ceux qui devaient être modifiés. Et il se trouve que c'est sans doute cet art. 54 qui aura subi le plus de modifications. L'ancien Cahier des Charges avait, en effet, réglé la question, en distinguant les transports isolés et les transports massifs. Les premiers s'appliquaient aux militaires et marins voyageant en corps ou isolément dans des trains ordinaires, les seconds aux transports dans des trains spéciaux. Or les nouvelles dispositions vont changer la situation, en ce qui concerne les militaires se déplaçant en corps et aggraver considérablement les charges du Ministère de la Guerre. Aussi demande-t-il que l'on fixe le prix du transport au 1/4 du tarif commercial dans tous les cas de militaires voyageant dans des trains ordinaires.

M. LE PRESIDENT précise que le 1/4 de place auquel se réfère l'art. 54, c'est le 1/4 du tarif maximum et non pas le 1/4 du tarif commercial. Il y a donc là un avantage très sensible que la S.N.C.F. consent aux soldats se déplaçant à leurs frais. Mais il n'y a aucune raison pour que cet avantage soit consenti à l'Administration de la Guerre pour les militaires se déplaçant en corps et c'est ce qui justifie la nouvelle disposition du Cahier des Charges.

M. CHARRIER demande ce que vont payer exactement les militaires isolés.

M. LE BERNERAIS répond que ce ne sera pas exactement le 1/4 du tarif commercial, mais 26 % environ.

M. CLAPIER insiste pour que la réduction accordée soit le 1/4 exact.

M. CHARRIER demande ce que cela coûterait.

M. LE BERNERAIS répond qu'il s'agirait d'une dizaine de millions.

M. LE PRESIDENT accepterait personnellement ce nouveau sacrifice pour nos petits soldats. Mais il insiste sur le principe auquel la S.N.C.F. doit se tenir strictement : faire payer le juste prix aux Administrations pour les prestations dont elles bénéficient. C'est pourquoi, le même avantage ne saurait être consenti aux militaires voyageant en corps.

M. CLAPIER estime qu'il n'y a pas lieu de changer l'ancien Cahier des Charges qui ne faisait aucune distinction sur ce point.

M. LE PRESIDENT estime que lorsque c'est l'Etat qui paie, la S.N.C.F. n'a pas à lui faire la concession qu'elle consent bénévolement aux militaires et marins voyageant à leurs frais; elle ne fait pas de concession à l'Administration des Postes et aux autres Administrations. Il n'y a pas lieu de traiter celle de la Guerre différemment.

M. CLAPIER fait remarquer que les transports postaux ont été expressément visés dans la convention du 31 août 1937 et

dans le décret-loi du même jour, alors qu'il n'a pas été question des transports militaires ni dans l'un ni dans l'autre de ces textes; il rappelle que pour les transports "massifs" il n'a pas d'observations à présenter. La question est d'ailleurs réglée par trois traités.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que ces trois traités ont été dénoncés par les Réseaux et que les pourparlers se poursuivent avec le Ministre de la Guerre pour leur révision. Sur ce point, d'ailleurs, le projet de Cahier des Charges laisse toute latitude à la S.N.C.F. pour traiter avec la Guerre.

M. FOURIER rappelle que, sous l'ancien art. 54, la 1ère édition du Cahier des Charges adressée aux Membres du Conseil contient une précision formelle: on y lit que le 1/4 de place prévu à l'ancien tarif n'est pas le quart effectif; que le Ministère de la Guerre a demandé l'application du quart effectif et que la S.N.C.F. se refuse à envisager, pour les militaires voyageant isolément, une modification quelconque de la relativité existant actuellement. Aucune proposition différente n'avait été depuis portée à la connaissance du Conseil.

Or, il résulte de la présente discussion: 1°) - que la S.N.C.F. se propose d'accorder aux militaires isolés une amélioration du pourcentage de réduction dont ils bénéficient actuellement; 2°) - que M. CHAPIER demande une amélioration plus importante, sous la forme du quart de place effectif.

M. FOURIER est entièrement opposé à ces deux propositions. Non seulement il estime qu'il n'y a pas lieu de faire un avantage nouveau aux militaires voyageant en corps, mais il regrette même que l'on soit disposé à accentuer la faveur consentie aux militaires se déplaçant isolément. Cela lui semble contraire au principe qui a été si souvent invoqué, depuis la constitution de la Société (et même avant), en vertu duquel les Services publics doivent payer les prestations dont ils bénéficient; contraire aussi à la position prise par le Conseil dans sa 1ère séance et

tendant à la revision, dans un sens restrictif, des facilités de circulation accordées aux personnes étrangères au chemin de fer. La concession aujourd'hui envisagée a plus que des inconvénients financiers; elle crée un précédent redoutable pour la saine gestion de la Société.

M. LE PRESIDENT insiste auprès de M. CLAPIER pour qu'il se rende bien compte que les propositions tarifaires que la S.N.C.F. a adressées, il y a quelques jours, donnent satisfaction dans la mesure la plus large, au vœu exprimé par le Ministère de la Guerre, qui consistait à ramener la dépense payée par le soldat qui s'en va en permission au 1/4, ou à peu près, du tarif.

M. GIMPERT demande s'il y aurait un inconvénient à mettre dans le texte, pour les militaires voyageant isolément, ce que demande M. CLAPIER, c'est-à-dire le 1/4 exactement.

M. LE BASSERAIS estime qu'avant d'inscrire au Cahier des Charges le 1/4 pour le transport des militaires, il faudrait attendre la discussion au Conseil Supérieur des chemins de fer des propositions tarifaires dont il est saisi. Les représentants des Réseaux pourraient, à ce moment, prendre l'initiative de remplacer les propositions primitives pour les militaires voyageant isolément par une proposition comportant la réduction du 1/4 exactement.

M. LE PRESIDENT retient de la discussion qui vient de s'instaurer que le Conseil désire accorder une réduction du 1/4 exactement du tarif commercial aux militaires et marins voyageant isolément.

M. CLAPIER fait connaître que le Secrétariat général de la Défense nationale étudie en ce moment la question du maintien en état des lignes sur lesquelles le trafic serait réduit ou supprimé et qu'il adressera incessamment à ce sujet des propositions au Ministère des Travaux Publics.

M. CLAUDON ajoute qu'une Conférence interministérielle va se réunir pour s'efforcer de régler ces questions.

M. LE PRESIDENT est d'avis qu'il convient d'attendre les propositions formulées.

7 décembre 1937

1149

7 décembre 1937

QUESTION II

Tarifs applicables aux militaires
et marins

(s) p. 7

Art. 19. - M. le Président GUINAND m'a demandé de préciser que le 1/4 de place militaire serait appliqué uniquement aux militaires ou marins voyageant isolément, et non aux militaires ou marins voyageant en corps, estimant que, pour ceux-ci, le Ministère de la Guerre pouvait payer le prix résultant du traité à passer avec lui. Il est vrai que l'Administration militaire aurait un moyen assez simple d'y échapper : c'est de faire prendre des billets individuellement par les militaires voyageant en corps, ce qui se fait déjà dans certains cas à l'heure actuelle. En tout état de cause, pour donner satisfaction à M. le Président GUINAND, il faudrait supprimer, au début de l'art. 19, les mots "les militaires ou marins voyageant en corps", et ajouter, après le 3ème alinéa "les militaires ou marins voyageant en corps, notamment par trains spéciaux, sont assujettis aux conditions d'un traité passé entre leur Administration et la Société Nationale dans les conditions de l'art. 24 du cahier des charges".

M. RUEFF - Je suis tout à fait d'accord avec l'esprit de cette disposition. Seulement, ceci peut avoir des conséquences budgétaires importantes et des questions d'opportunité m'obligent à réserver la position du Gouvernement.

M. GOY - Le déficit budgétaire sera le même, mais à un autre chapitre.

4144

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

N° 250

Le 26 novembre 1937

Monsieur le Ministre,

.....
.....Le Conseil d'Administration de la Société Nationale vous propose, de mettre en vigueur, à la date du 1er janvier 1938, les augmentations de tarifs qui sont exposées ci-après :

Tarifs voyageurs

.....
Les prix de transport applicables aux militaires et marins seraient d'autre part, fixés aux taux ci-après :

- 0 fr 15 par kilomètre en 1ère classe,
- 0 fr 1125 par kilomètre en 2ème classe,
- 0 fr 0825 par kilomètre en 3ème classe,

ces prix étant obtenus en appliquant aux prix des militaires et marins d'avant guerre le coefficient de majoration qui résultera du nouveau prix kilométrique des voyageurs ordinaires de 1ère classe par rapport au maximum correspondant inscrit au cahier des charges actuel des Réseaux.

.....
Signé GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics